

ARRETE DU MAIRE

N° 2025-155

POLICE MUNICIPALE

Réf. : GG/JL

Objet : Route barrée – Reprise d'un branchement d'eau Rue Jentelin – les 29 et 30 Avril 2025.

Le Maire de la Commune de Châteaurenard,

Vu les articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu les articles L 325-1 et L325-2, L 411- 1 et suivants, R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R411-25 à R 411-28 et R 417-10 du Code de la Route,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - Huitième partie - signalisation temporaire) - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté du Maire N°2021-243 du 06 Décembre 2021 accordant délégation de fonction à M. CHAUVET Eric, 2^{ème} Adjoint au Maire pour la Sécurité – Prévention,
Vu la demande de travaux, formulée par l'entreprise BRONZO TP en date du 15 Avril 2025,

Vu la fiche de chantier n° 144/2025,

Considérant les travaux de reprise d'un branchement d'eau, Rue Jentelin le mardi 29 et le mercredi 30 Avril 2025,

Considérant que pour faciliter l'exécution de ces travaux, il est nécessaire de réglementer la circulation des véhicules,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

La **circulation** est interdite à tous les véhicules, **Rue Jentelin** (partie comprise entre Rue de la Concorde et le Parking de la Mairie) :

- **Du Mardi 29 Avril 2025 à 8H au mercredi 30 Avril 2025 à 18H00.**
Mise en place d'une déviation via la Rue de la Concorde.

ARTICLE 2 :

L'entreprise BRONZO TP est chargée de la mise en place et du maintien de la signalisation temporaire et réglementaire,

Coordonnées : Monsieur CONCCIANTELLI Nicolas – Tél : 06-18-17-21-01.

.../...

ARTICLE 3 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est passible des sanctions pénales en vigueur.

La verbalisation n'est pas exclusive d'une mise en fourrière conformément aux dispositions des articles L.325-1 et L.325-2 du Code de la Route.

ARTICLE 4 :

Conformément aux articles R421-1 et R421-5 du Code de Justice Administrative, la présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif territorialement compétent, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication, notification et transmission en Préfecture.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable de la Police Municipale et Messieurs les Commandants de la Brigade de Gendarmerie et du P.S.I.G sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie,
- Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
- L'entreprise BRONZO TP.

Châteaurenard, le 24 Avril 2025
Eric CHAUVET
Adjoint au Maire délégué à la Sécurité



Date de publication sur le site internet de la Ville :

28 AVR. 2025

Date de Notification :

Date de transmission du contrôle de légalité :